

L'Idée de Justice Sociale

(EXTRAITS)

.... Le grand sujet d'anathème, contre la société telle qu'elle est, c'est la chance. Mais n'existe-t-elle donc que pour les capitalistes? Où ne se trouve-t-elle pas? C'est une chance que de naître Karl Marx au lieu de naître le premier venu. C'est une chance que de naître Allemand au lieu de naître Patagon, d'avoir pu lire Hegel, Feuerbach, Lassalle, Ricardo, Proudhon et d'avoir continué leurs idées. C'est une chance que de naître bien conformé, au lieu de naître bossu, bancal, idiot. Il est bien vrai que les hommes ne doivent pas ajouter encore à la mauvaise chance l'injustice dans tout ce qui dépend d'eux; le pouvoir humain doit donc empêcher l'injustice humaine; mais espérez-vous, vous qui ne comptez même pas sur la justice, supprimer jamais le hasard naturel, avec ses chances qui, souvent malheureuses, sont aussi souvent « heureuses » comme l'a montré Darwin.

.... On veut restituer la « rente » du sol à la société, mais elle lui revient d'elle-même progressivement, sans parler de l'impôt foncier. La rente de la terre va diminuant et même trop vite.... Les neuf dixièmes du sol français ne rapportent pas l'intérêt des capitaux qui y ont été incorporés depuis un siècle ou deux.... Les terres les plus fertiles du globe ne sont pas encore en culture, les rives des Amozones, par exemple, celles du Congo, du Zambèze.... Même toutes les terres seraient-elles en culture, les améliorations agricoles, une fois généralisées, font baisser la rente.

Au lieu de contribuer à augmenter la richesse sociale, le capitaliste ne fait, prétend-on, que détenir certains moyens de l'accroître pour se les faire payer très cher. Mais si ma fortune est mon œuvre, la prétendue chance que j'ai d'être capitaliste est en réalité une récompense de mes efforts; si je tiens ma fortune de mes parents, je représente ces derniers et leurs efforts. Aimerez-vous mieux qu'ils eussent tout dépensé et que le *fond des salaires* en fût diminué? A qui ont-ils fait tort en épargnant? L'humanité serait-elle aujourd'hui plus riche s'ils étaient morts pauvres?

A coup sûr certaines concentrations de capitaux se sont produites en ce siècle et continuent de se produire sous nos yeux, mais les *diffusions* et *di-séminations* de capitaux deviennent encore plus nombreuses et constituent le phénomène dominant de l'époque. Nous ne sommes donc pas fatalement acculés par le déterminisme matérialiste de l'histoire à cette division finale de l'humanité en deux camps ennemis: les capitalistes d'un côté avec tous les capitaux concentrés, les salariés de l'autre avec le nombre et le droit de vote, puis le jeu de bascule final où les salariés mettraient la main sur la masse des capitaux pour réaliser le collectivisme. Comment d'ailleurs toute la richesse pourrait-elle vraiment s'accumuler à un pôle, toute la misère à l'autre? Le capital ne se nourrit pas de l'or ou du papier qu'il entasse et il ne peut jouir de lui-même qu'en se dépensant. Or, ce n'est pas seulement dans la classe capitaliste que ces dépenses font circuler l'or, ce ne sont pas les capitalistes qui fabriquent eux-mêmes leurs vêtements, leurs voitures, leurs aliments de choix, leurs vins fins, qui se servent eux-mêmes à table, etc. Comment le capital dormirait-il en avaro sur ses milliards accumulés n'en dépensant pas, tandis que le prolétariat de son côté mourrait de faim?... Oui, beaucoup de propriétés deviendront sociales, mais non pas toutes, la propriété individuelle ira même en augmentant et en se généralisant, sans empêcher pour cela de croître ni la propriété des associations particulières, ni la propriété de la grande association collective....

Nos travailleurs souffrent des longs chômages, ils sont exposés à de nombreux accidents qui ruinent leur santé et les réduisent à la misère, ils se plaignent d'une organisation économique qui après toute une existence de labeur ne leur assure, pour les mauvais jours de la vieillesse, ni une retraite, ni un abri. Les économistes leur répondent: « Laissez passer ». Les collectivistes disent: « Nous vous ferons maîtres collectifs du sol et de l'usine ». Entre ces deux extrêmes, l'idée de justice sociale commande des réformes ayant pour but de sauvegarder tous les droits aussi bien ceux du capital que ceux du travail.

.... Si l'Etat, nous dit-on, était patron universel et propriétaire universel s'il possédait

de jour en jour, alléger, édulcorer leurs propositions en face de l'obstination de quelque voisin. Il importait, en effet, d'arriver mieux qu'à une majorité relative plus ou moins forte. Que pourrait, en matière de désarmement, l'unanimité des puissances moins une, si celle-ci représente une puissance militaire de premier ordre? C'est ainsi que l'opposition de l'Allemagne a obligé la très grande majorité de la Conférence à sacrifier la clause *obligatoire* du projet de tribunal arbitral. C'est ainsi encore que l'opposition scandaleuse de l'Angleterre rend pratiquement illusoire la protestation de la quasi-unanimité des puissances contre l'emploi des balles *dum-dum*.

Quels sont donc, au bout du compte, ses résultats acquis?

La première commission chargée de discuter le point essentiel de la

passer les malades et les blessés sur leurs territoires s'il est impossible de les évacuer autrement. — Les naufragés, blessés ou malades qui sont débarqués dans un port neutre avec le consentement de l'autorité locale devront être gardés par celle-ci de manière qu'ils ne puissent pas prendre de nouveau part aux opérations de la guerre: — etc.

Enfin la commission d'arbitrage et de médiation a décidé l'institution d'une *Cour permanente d'arbitrage* à laquelle les puissances qui l'entretiendront pourront soumettre leurs différends. Il est sans doute infiniment regrettable que l'opposition des délégués allemands ait réduit cette institution nouvelle à n'être qu'un outil facultatif. Mais il aurait fallu beaucoup d'optimisme pour compter que le XIX^e siècle ne s'achèverait pas avant la création d'un tribunal d'arbitrage obligatoire. Il faut plus d'une étape pour atteindre l'idéal de la paix et de la justice entre nations. La décision de la Conférence de La Haye est la première de ces étapes: elle est à l'égard du passé un fait nouveau, unique dans l'histoire, et les conséquences en seront fécondes. Car si le besoin crée l'organe, l'organe à son tour appelle et régularise la fonction. Il sera toujours plus simple de recourir à une cause existante que de créer à propos de tout conflit nouveau un collège d'arbitres. On s'habitue peu à peu à soumettre à la cour d'arbitrage les conflits secondaires d'abord, plus graves ensuite, et l'on aura créé au cœur du monde civilisé une force morale nouvelle dont l'influence ne manquera point de s'élargir dans la mesure des services rendus. Dira-t-on que la Papauté, au Moyen-Age, n'a rendu aucun service à la cause de la paix parce que son arbitrage n'a jamais été que facultatif?

La troisième commission a enfin admis le droit et le devoir moral pour les neutres d'offrir leurs bons services aux puissances divisées par un différend grave. Il est entendu que jamais cette demande ne pourra être consi-

de jour en jour, alléger, édulcorer leurs propositions en face de l'obstination de quelque voisin. Il importait, en effet, d'arriver mieux qu'à une majorité relative plus ou moins forte. Que pourrait, en matière de désarmement, l'unanimité des puissances moins une, si celle-ci représente une puissance militaire de premier ordre ? C'est ainsi que l'opposition de l'Allemagne a obligé la très grande majorité de la Conférence à sacrifier la clause *obligatoire* du projet de tribunal arbitral. C'est ainsi encore que l'opposition scandaleuse de l'Angleterre rend pratiquement illusoire la protestation de la quasi-unanimité des puissances contre l'emploi des balles *dum-dum*.

Quels sont donc, au bout du compte, les résultats acquis ?

La première commission chargée de discuter le point essentiel de la conférence, le désarmement, n'a pu

passer les malades et les blessés sur leurs territoires s'il est impossible de les évacuer autrement. — Les naufragés, blessés ou malades qui sont débarqués dans un port neutre avec le consentement de l'autorité locale devront être gardés par celle-ci de manière qu'ils ne puissent pas prendre de nouveau part aux opérations de la guerre : — etc.

Enfin la commission d'arbitrage et de médiation a décidé l'institution d'une *Cour permanente d'arbitrage* à laquelle les puissances qui l'entreprendront pourront soumettre leurs différends. Il est sans doute infiniment regrettable que l'opposition des délégués allemands ait réduit cette institution nouvelle à n'être qu'un outil facultatif. Mais il aurait fallu beaucoup d'optimisme pour compter que le XIX^e siècle ne s'achèverait pas avant la création d'un tribunal d'arbitrage obligatoire. Il faut plus d'une étape pour atteindre l'idéal de la paix et de la justice entre nations. La décision de la Conférence de La Haye est la première de ces étapes ; elle est à l'égard du passé un fait nouveau, unique dans l'histoire, et les conséquences en seront fécondes. Car si le besoin crée l'organe, l'organe à son tour appelle et régularise la fonction. Il sera toujours plus simple de recourir à une cause existante que de créer à propos de tout conflit nouveau un collège d'arbitres. On s'habituerait peu à peu à soumettre à la cour d'arbitrage les conflits secondaires d'abord, plus graves ensuite, et l'on aura créé au cœur du monde civilisé une force morale nouvelle dont l'influence ne manquera point de s'élargir dans la mesure des services rendus. Dira-t-on que la Papauté, au Moyen-Age, n'a rendu aucun service à la cause de la paix parce que son arbitrage n'a jamais été que facultatif ?

La troisième commission a enfin admis le droit et le devoir moral pour les neutres d'offrir leurs bons services aux puissances divisées par un différend grave. Il est entendu que jamais cette demande ne pourra être considérée comme blessante pour aucune des parties. Cet acte, d'ailleurs ne pourra jamais avoir qu'un caractère bienveillant de conciliation, et les sceptiques pourront plaisanter sur la valeur de cette intervention platonique. Laissons rire ceux qui condamnent avant d'avoir vu. La vérité, c'est qu'en admettant le *devoir moral* des

qui dépendent d'eux ; le pouvoir humain doit donc empêcher l'injustice humaine ; mais espérez-vous, vous qui ne comptez même pas sur la justice, supprimer jamais le hasard naturel, avec ses chances qui, souvent malheureuses, sont aussi souvent « heureuses » comme l'a montré Darwin.

.... On veut restituer la « rente » du sol à la société, mais elle lui revient d'elle-même progressivement, sans parler de l'impôt foncier. La rente de la terre va diminuant et même trop vite... Les neuf dixièmes du sol français ne rapportent pas l'intérêt des capitaux qui y ont été incorporés depuis un siècle ou deux... Les terres les plus fertiles du globe ne sont pas encore en culture, les rives des Amazones, par exemple, celles du Congo, du Zambèze... Même toutes les terres seraient-elles en culture, les améliorations agricoles, une fois généralisées, font baisser la rente.

Au lieu de contribuer à augmenter la richesse sociale, le capitaliste ne fait, prétend-on, que détenir certains moyens de l'accroître pour se les faire payer très cher. Mais si ma fortune est mon œuvre, la prétendue chance que j'ai d'être capitaliste est en réalité une récompense de mes efforts ; si je tiens ma fortune de mes parents, je représente ces derniers et leurs efforts. Aimerez-vous mieux qu'ils eussent tout dépensé et que le *fond des salaires* en fût diminué ? A qui ont-ils fait tort en épargnant ? L'humanité serait-elle aujourd'hui plus riche s'ils étaient morts pauvres ?

A coup sûr certaines concentrations de capitaux se sont produites en ce siècle et continuent de se produire sous nos yeux, mais les *diffusions* et *di-séminations* de capitaux deviennent encore plus nombreuses et constituent le phénomène dominant de l'époque. Nous ne sommes donc pas fatalement acculés par le déterminisme matérialiste de l'histoire à cette division finale de l'humanité en deux camps ennemis : les capitalistes d'un côté avec tous les capitaux concentrés, les salariés de l'autre avec le nombre et le droit de vote, puis le jeu de bascule final où les salariés mettraient la main sur la masse des capitaux pour réaliser le collectivisme. Comment d'ailleurs toute la richesse pourrait-elle vraiment s'accumuler à un pôle, toute la misère à l'autre ? Le capital ne se nourrit pas de l'or ou du papier qu'il entasse et il ne peut jouir de lui-même qu'en se dépensant. Or, ce n'est pas seulement dans la classe capitaliste que ces dépenses font circuler l'or, ce ne sont pas les capitalistes qui fabriquent eux-mêmes leurs vêtements, leurs voitures, leurs aliments de choix, leurs vins fins, qui se servent eux-mêmes à table, etc. Comment le capital dormirait-il en avare sur ses milliards accumulés n'en dépensant pas, tandis que le prolétariat de son côté mourrait de faim ?... Oui, beaucoup de propriétés deviendront sociales, mais non pas toutes, la propriété individuelle ira même en augmentant et en se généralisant, sans empêcher pour cela de croître ni la propriété des associations particulières, ni la propriété de la grande association collective....

Nos travailleurs souffrent des longs chômages, ils sont exposés à de nombreux accidents qui ruinent leur santé et les réduisent à la misère, ils se plaignent d'une organisation économique qui après toute une existence de labeur ne leur assure, pour les mauvais jours de la vieillesse, ni une retraite, ni un abri. Les économistes leur répondent : « Laissez passer ». Les collectivistes disent : « Nous vous ferons maîtres collectifs du sol et de l'usine ». Entre ces deux extrêmes, l'idée de justice sociale commande des réformes ayant pour but de sauvegarder tous les droits aussi bien ceux du capital que ceux du travail.

.... Si l'Etat, nous dit-on, était patron universel et propriétaire universel, s'il encaissait tous les bénéfices industriels, tous les dividendes, tous les loyers, tous les fermages, il ne pourrait pas consommer les milliards ainsi recueillis, il serait obligé d'en faire la répartition. Il chercherait à restituer à chaque travailleur, au prorata de son travail, le surcroît de produits abandonné par lui. Les travailleurs toucheraient à peu près l'intégralité du produit de leur travail. Ainsi l'Etat aurait évidemment l'absolue justice dans ses intentions et l'absolue sagesse dans ses calculs, pour rendre à chaque

ISIDORE B

SALON (Bouches)

REMISE A MM. LES MEMBRES DU CLERGÉ,

CAISSES

N° 1. — Estagnon 2 k. huile d'olive extra; E-
10 k. savon 60 %; 1 boîte 1 k. café extra torréfié; 1
olives vertes; 1/2 litre eau de fleurs d'oranger. — P

N° 2. — Estagnon 5 k. huile d'olive extra; E-
10 k. savon 60 %; 1 boîte 1 k. café extra torréfié
olives vertes; 1 litre eau de fleurs d'oranger. — P

FRANCO A DOMIC

Représentants avec Ré

GEO. HARRISON

TAILLEUR

18, Boulevard Montmartre, PARIS

travailleur exactement sa part, sans que per-
sonne en détourne pour soi quelque chose, sans
que les influences, les protections, les fraudes,
les erreurs involontaires troublent l'immense
comptabilité du gouvernement. Ne faut-il pas,
pour admettre ce postulat, un optimisme ro-
buste!

.... Si nous sommes condamnés à la con-
sommation immédiate, quel appauvrissement
et quelle menace de famine! Si de nouveau,
nous devons épargner et capitaliser, il faudra
que la société ou l'Etat retiennent sur le produit
du travail une certaine portion et le travailleur
se prétendra de nouveau frustré du produit
intégral tant promis, au profit d'une commu-
nauté où il lui sera impossible de contrôler
l'emploi de l'argent.

.... « Il est vrai, nous dit-on encore, qu'on
ne pourra trouver place dans une industrie ou
une profession déterminée, que s'il y a des va-
cances; mais aujourd'hui, il en est de même. »
Aujourd'hui, répondrons-nous, c'est le rapport
des besoins ou demandes avec les offres, qui dé-
terminent les courants vers les professions.
Dans l'Etat collectiviste, il faudra que le gou-
vernement décide combien il veut de maçons,
combien de poètes, de philosophes, combien il
veut de chimistes, combien de prêtres (s'il con-
sent encore à l'existence des prêtres), combien
de journalistes pour l'admirer, combien pour
l'attaquer, etc. L'ouvrier affluera vers les pro-
fessions les plus rémunérées, désertant cer-
taines industries nécessaires au fonctionnement
de la société. On aboutirait à la nécessité de la
réquisition. Peut-on dire que ce régime soit le
« triomphe de la liberté ».

On nous console en disant qu'on aura sup-
primé la concurrence. En réalité, on aura rem-
placé la lutte économique par la lutte électorale,
car il y aura une nuée immense de fonctions à
distribuer, à répartir; que d'intrigues, de me-
nées sous-terre, quel remue-ménage pour se
pousser ou pousser ses amis aux bonnes places,
aux bons emplois, aux postes où l'on dirigera,
commandera plutôt qu'à ceux où il faudra obéir!
Jamais la concurrence n'aura été plus effé-
née.

Vous n'aurez pas détruit les monopoles, car
c'est l'absence de liberté qui les crée. Aux asso-
ciations coopératives vous aurez substitué les
associations coercitives.

Les collectivistes veulent nous faire croire
que le salaire seul est un gain absolument indi-
viduel et tout entier revenant à l'individu. Or,
c'est là une erreur qu'on oublie trop de relever.
Vous avez construit une maison dans un fau-
bourg, ce faubourg se peuple et devient impor-
tant: le prix de votre maison quadruple spon-
tamment en vertu des relations sociales: « Plus
valeur imméritée! » Mais les ouvriers qui profi-
tent de ce qu'on a besoin d'eux dans ce quartier
nouveau pour y obtenir de bons salaires, profi-
tent aussi par cela même d'une plus valeur pro-
venant de relations sociales: « Rente imméri-
tée? » Les ouvriers allemands qui ont été
employés à fabriquer l'alizarine, ont bénéficié

pète. L'ouvrier instruit qui a fréquenté l'école
primaire supérieure et même professionnelle, a
profité d'un fonds social de connaissances, d'une
organisation sociale des cours; c'est un *aristo-
crate*, tandis que l'ouvrier né dans une bour-
gade reculée, au beau milieu des montagnes,
n'a eu les mêmes facilités sociales ni pour s'in-
struire, ni pour trouver un travail lucratif...
L'écrivain qui écrit une page et la tire de son
propre fonds est le type même du travailleur
ayant droit à la plénitude du salaire; et cepen-
dant, si je viens à me demander quelle est la
part de la société dans mon travail, je recon-
naîtrai que mes idées les plus personnelles ont
une provenance en grande partie sociale et que
les vérités acquises dont je pars dans mes rai-
sonnements, que les mots mêmes dont je mesers
ne m'appartiennent pas... Nous sommes tous,
sous quelque rapport, des rentiers, des capita-
listes, des hommes à revenus, vivant sur des
domaines qui ne sont pas tout entiers leur œu-
vre, mettant à profit des héritages de toutes
sortes, tournant à leur profit des plus vagues
et touchant des *sursalaires*.

Aujourd'hui, qui destitue le patron ou l'as-
socié malhabile, l'industriel ignorant ou la
société industrielle mal soigneuse? La ruine.
Avec votre organisation, ce sera l'administration
centrale. Cette sanction est moins certaine que
l'autre. Les naufrages, les catastrophes, les
faillites, atteindront les monopoles socialistes
comme les monopoles capitalistes. Il y aura des
« défilés et des dilapidations proportionnels à
l'étendue même des administrations » et à leur
empiètement progressif. Les catastrophes chan-
geront seulement de forme et d'allure, vous
aurez des Panamas gouvernementaux et le der-
nier ne l'a-t-il pas été déjà en grande partie?
Les grèves mêmes ne seront pas à jamais écar-
tées, mais se présenteront d'une autre manière,
affectant la forme de désordres et de révoltes
publiques. En un mot, vous aurez des luttes,
des coalitions de travailleurs les uns contre les
autres et contre les autorités qu'on aura établies
pour veiller à cette tâche surhumaine: division
du travail selon les aptitudes, répartition des
produits selon les mérites et les besoins.

Et quand vous aurez *nationalisé* le sol fran-
çais, les habitants des pays pauvres vous de-
manderont l'internationalisation. Vous resterez
des « monopoleurs » et des « accapareurs » tant
que vous n'aurez pas égalisé les conditions dans
les cinq parties du monde.

Il faudra aller aussi jusqu'au bout... et ré-
glementer la pensée et la production littéraire
et scientifique. Il faudra l'aveu de l'adminis-
tration centrale pour être écrivain, artiste, savant,
moraliste; le gouvernement se fera l'éditeur
des publications littéraires et philosophiques, y
compris celles où on fera la critique du gouver-
nement même, bien plus, la critique du collec-
tivismisme. Le penseur sera réglementé dans son
travail et surveillé dans ses produits.

D'où dépendra le progrès industriel et scien-
tifique. Des fonctionnaires de l'Etat, c'est-à-dire

L'Etat est une puissance éminemment faillible
et dans les Etats démocratiques il tend à la
démagogie, au nivellement par abaissement de
l'ensemble, non par élévation: comment donc
lui confier directement la tâche de rétablir l'é-
galité des conditions. Il s'en acquitterait à la
manière de Tarquin. L'égalisation doit se faire
et se fait d'elle-même, surtout en France, par le
progrès général.

.... Enfin, après l'examen des idées anglaises,
des idées allemandes, M. Fouillée termine sa
magi-trale étude par ces mots:

« En présence des grandes questions posées
par le collectivisme montant, ce n'est ni l'abs-
tention pure, ni la résistance systématique qui
conviennent; c'est un esprit de formes pru-
dentes et progressives, avec la considération du
droit pour règle unique. Toutes les fois que la
France se laisse dominer par des idées d'intérêt
ou par des idées de force, de lutte pour la vie,
de guerre entre nationalités ou entre classes,
elle sort de sa vraie tradition, elle se fait an-
glaise ou allemande. Qu'elle s'appuie sur la
de justice et elle sera fidèle à son propre esprit »

GEO. HARRISON

TAILLEUR

18, Boulevard Montmartre, PARIS

travailleur exactement sa part, sans que personne en détourne pour soi quelque chose, sans que les influences, les protections, les fraudes, les erreurs involontaires troublent l'immense comptabilité du gouvernement. Ne faut-il pas, pour admettre ce postulat, un optimisme robuste!

..... Si nous sommes condamnés à la consommation *immédiate*, quel appauvrissement et quelle menace de famine! Si de nouveau, nous devons épargner et capitaliser, il faudra que la société ou l'Etat retiennent sur le produit du travail une certaine portion et le travailleur se prétendra de nouveau frustré du produit *intégral* tant promis, au profit d'une communauté où il lui sera impossible de contrôler l'emploi de l'argent.

..... « Il est vrai, nous dit-on encore, qu'on ne pourra trouver place dans une industrie ou une profession déterminée, que s'il y a des vacances; mais aujourd'hui, il en est de même. » Aujourd'hui, répondrons-nous, c'est le rapport des besoins ou demandes avec les offres, qui déterminent les courants vers les professions. Dans l'Etat collectiviste, il faudra que le gouvernement décide combien il veut de maçons, combien de poètes, de philosophes, combien il veut de chimistes, combien de prêtres (s'il consent encore à l'existence des prêtres), combien de journalistes pour l'admirer, combien pour l'attaquer, etc. L'ouvrier affluera vers les professions les plus rémunérées, désertant certaines industries nécessaires au fonctionnement de la société. On aboutira à la nécessité de la réquisition. Peut-on dire que ce régime soit le « triomphe de la liberté ».

On nous console en disant qu'on aura supprimé la concurrence. En réalité, on aura remplacé la lutte économique par la lutte électorale, car il y aura une nuée immense de *fonctions* à distribuer, à répartir; que d'intrigues, de menées sous-terre, quel remue-ménage pour se pousser ou pousser ses amis aux bonnes places, aux bons emplois, aux postes où l'on dirigera, commandera plutôt qu'à ceux où il faudra obéir! Jamais la concurrence n'aura été plus effrénée.

Vous n'aurez pas détruit les monopoles, car c'est l'absence de liberté qui les crée. Aux associations coopératives vous aurez substitué les associations coercitives.

Les collectivistes veulent nous faire croire que le salaire seul est un gain absolument individuel et tout entier revenant à l'individu. Or, c'est là une erreur qu'on oublie trop de relever. Vous avez construit une maison dans un faubourg, ce faubourg se peuple et devient important: le prix de votre maison quadruple spontanément en vertu des relations sociales: « Plus value imméritée! » Mais les ouvriers qui profitent de ce qu'on a besoin d'eux dans ce quartier nouveau pour y obtenir de bons salaires, profitent aussi par cela même d'une plus value provenant de relations sociales: « Rente imméritée? » Les ouvriers allemands qui ont été employés à fabriquer l'alizarine, ont bénéficié d'un progrès de la science et ce même progrès a ruiné les cultivateurs français de garance. Est-ce le mérite des salariés allemands qui leur a valu cette abondance de salaires, et est-ce le déshonneur des paysans de Vaucluse qui leur a valu cette perte? La roue de la fortune n'existe pas seulement pour tout ce qui vient de la terre et de la nature et existe aussi pour ce qui vient des hommes et de la société. Il y a des courants sociaux favorables ou défavorables, comme il y a des courants d'atmosphère qui apportent, aux uns, le souffle demandé et aux autres la tem-

pête. L'ouvrier instruit qui a fréquenté l'école primaire supérieure et même professionnelle, a profité d'un fonds social de connaissances, d'une organisation sociale des cours; c'est un *aristocrate*, tandis que l'ouvrier né dans une bourgade reculée, au beau milieu des montagnes, n'a eu les mêmes facilités sociales ni pour s'instruire, ni pour trouver un travail lucratif... L'écrivain qui écrit une page et la tire de son propre fonds est le type même du travailleur ayant droit à la plénitude du salaire; et cependant, si je viens à me demander quelle est la part de la société dans mon travail, je reconnaitrai que mes idées les plus personnelles ont une provenance en grande partie sociale et que les vérités acquises dont je pars dans mes raisonnements, que les mots mêmes dont je me sers ne m'appartiennent pas... Nous sommes tous, sous quelque rapport, des rentiers, des capitalistes, des hommes à revenus, vivant sur des domaines qui ne sont pas tout entiers leur œuvre, mettant à profit des héritages de toutes sortes, tournant à leur profit des plus vagues et touchant des *sursalaires*.

Aujourd'hui, qui destitue le patron ou l'associé malhabile, l'industriel ignorant ou la société industrielle mal soignée? La ruine. Avec votre organisation, ce sera l'administration centrale. Cette sanction est moins certaine que l'autre. Les naufrages, les catastrophes, les faillites, atteindront les monopoles socialistes comme les monopoles capitalistes. Il y aura des « défits et des dilapidations proportionnels à l'étendue même des administrations » et à leur empilement progressif. Les catastrophes changeront seulement de forme et d'allure, vous aurez des Panamas gouvernementaux et le dernier ne l'a-t-il pas été déjà en grande partie? Les grèves mêmes ne seront pas à jamais écartées, mais se présenteront d'une autre manière, affectant la forme de désordres et de révoltes publiques. En un mot, vous aurez des luttes, des coalitions de travailleurs les uns contre les autres et contre les autorités qu'on aura établies pour veiller à cette tâche surhumaine: division du travail selon les aptitudes, répartition des produits selon les mérites et les besoins.

Et quand vous aurez *nationalisé* le sol français, les habitants des pays pauvres vous demanderont l'internationalisation. Vous resterez des « monopoleurs » et des « accapareurs » tant que vous n'aurez pas égalisé les conditions dans les cinq parties du monde.

Il faudra aller aussi jusqu'au bout... et réglementer la pensée et la production littéraire et scientifique. Il faudra l'aveu de l'administration centrale pour être écrivain, artiste, savant, moraliste; le gouvernement se fera l'éditeur des publications littéraires et philosophiques, y compris celles où on fera la critique du gouvernement même, bien plus, la critique du collectivisme. Le penseur sera réglementé dans son travail et surveillé dans ses produits.

D'où dépendra le progrès industriel et scientifique. Des fonctionnaires de l'Etat, c'est-à-dire de la gent la plus routinière et la plus somnolente qu'on puisse imaginer. Si l'on adopte le système des examens, ce mandarinat aboutira, comme en Chine, à étouffer l'esprit d'innovation. Si on adopte l'élection, ce seront les plus habiles et non les meilleurs, qui arriveront aux postes les plus élevés. Se figure-t-on le suffrage universel appliqué aux Le Verrier ou aux Claude Bernard.

..... Il y a des formes de superflu qui sont des nécessités supérieures, l'art, la science désintéressée, la métaphysique, la religion, etc.

L'Etat est une puissance éminemment faillible et dans les Etats démocratiques il tend à la démagogie, au nivellement par abaissement de l'ensemble, non par élévation: comment donc lui confier directement la tâche de rétablir l'égalité des conditions. Il s'en acquitterait à la manière de Tarquin. L'égalisation doit se faire et se fait d'elle-même, surtout en France, par le progrès général.

..... Enfin, après l'examen des idées anglaises, des idées allemandes, M. Fouillée termine sa magistrale étude par ces mots:

« En présence des grandes questions posées par le collectivisme montant, ce n'est ni l'abstraction pure, ni la résistance systématique qui conviennent; c'est un esprit de réformes prudentes et progressives, avec la considération du droit pour règle unique. Toutes les fois que la France se laisse dominer par des idées d'intérêt ou par des idées de force, de lutte pour la vie, de guerre entre nationalités ou entre classes, elle sort de sa vraie tradition, elle se fait anglaise ou allemande. Qu'elle s'appuie sur l'idée de justice et elle sera fidèle à son propre esprit.